

#JusticeForShireen : Condamnez le meurtre, mais tenez aussi les tueurs pour responsables

21.05.2022

Categories: Apartheid et colonialisme

Le 11 mai 2022, dans la ville occupée de Jénine, les forces d'occupation israéliennes ont tué la journaliste palestinienne bien-aimée et très respectée, Shireen Abu Akleh, Elle portait un gilet pare-balles et un casque de presse. #JusticeForShireen exige de mettre fin à la complicité dans le maintien du régime d'apartheid d'Israël et de demander des comptes aux responsables de son meurtre. Demandez à la Cour pénale internationale d'enquêter sur le meurtre de Shireen et de demander des comptes aux responsables.

Ce meurtre s'inscrit dans un schéma constant d'attaques violentes d'Israël contre des journalistes qui révèlent au monde les brutalités de son régime - vieux de 74 ans - d'occupation, de colonialisme et d'apartheid.

Il s'agit également d'une tentative d'instiller un profond sentiment de peur et d'insécurité chez tous les Palestiniens qui luttent pour la liberté, la justice et l'égalité. Pourtant, l'héroïsme de Shireen s'est reflété dans [le courage et l'engagement inspirants](#) des dizaines de milliers de Palestiniens qui ont participé à son long cortège funèbre à travers le territoire palestinien occupé, [notamment à Jérusalem](#), où des centaines de drapeaux palestiniens ont été brandis au mépris de la tentative violente d'Israël de les empêcher.

Les preuves médico-légales et les enquêtes sur le meurtre menées par [Al-Haq](#) et [B'Tselem](#) ont forcé Israël, pays de l'apartheid, connu pour ses mensonges compulsifs visant à blanchir le meurtre de ses victimes palestiniennes, à enfin admettre que [le coup de feu fatal qui a éteint la précieuse vie de Shireen a bien été tiré par l'un de ses snipers](#). Cela équivaut à un homicide volontaire, un crime de guerre selon le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI). La CPI doit enquêter sur ce meurtre et demander des comptes à ceux qui l'ont perpétré, à ceux qui ont donné les ordres et à l'ensemble des dirigeants politiques d'Israël.

Bien qu'Israël ait tué Shireen Abu Akleh, son sang est également sur les mains de ceux qui soutiennent, financent et défendent l'apartheid, principalement les États-Unis, l'Union européenne, le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie. Nous appelons à une pression publique BDS pour mettre fin à [l'hypocrisie coloniale](#) de l'Occident et à sa complicité éhontée dans les crimes israéliens et la Nakba en cours contre les Palestiniens indigènes.

Il est grand temps que l'[ONU enquête sur l'apartheid israélien](#) et impose des sanctions proportionnelles, légales et ciblées pour le démanteler, comme cela a été fait contre l'Afrique du Sud de l'apartheid.

De nombreux syndicats de journalistes ont condamné le meurtre de Shireen Abu Akleh, notamment la [Fédération internationale des journalistes \(FIJ\)](#) et [PEN International](#). Pourtant, la couverture médiatique dominante reste toujours aussi tendancieuse pour les colonisateurs et déshumanisante pour les colonisés.

En réponse aux tentatives d'Israël de faire taire les voix palestiniennes comme celle de Shireen, il faut instamment demander aux syndicats et fédérations de journalistes locaux/nationaux de prendre des mesures concrètes, y compris :

- Mettre fin aux liens avec les institutions israéliennes complices.
- S'engager à refuser les voyages d'affaires en Israël financés par le gouvernement israélien, les institutions israéliennes complices et les groupes de pression israéliens.
- Soutenir les journalistes qui refusent de couvrir des missions en Israël pour des raisons éthiques.
- Soutenir le [dossier](#) de la FIJ devant la CPI sur le ciblage systématique des journalistes palestinien.ne.s par Israël.
- S'engager à respecter les [directives journalistiques éthiques et professionnelles](#) élaborées par le Syndicat des journalistes palestiniens et le Comité national palestinien BDS.
- S'engager à centrer les voix palestiniennes et les témoins oculaires au lieu de centrer les porte-parole du gouvernement israélien.

Exhorter les facultés et départements d'études des médias et de journalisme à :

- Respecter l'appel palestinien BDS en mettant fin aux liens avec les institutions israéliennes complices.
- Refuser d'accueillir des représentants officiels d'institutions israéliennes complices.

Les Palestiniens ne demandent pas de la charité. Ils ont besoin d'une solidarité significative, et des comptes soient exigés aux coupables.

Le Comité national palestinien BDS ([BNC](#))